La commission départementale de la nature, des paysages et des sites s’est réunie en formation dite « des carrières », le 27 septembre 2016 à 14h30 sous la présidence de M. Patrick VENANT, Sous-Préfet, Secrétaire général de la Préfecture de l’Orne.

Étaient présents :
- M. Frédéric DALANSON, représentant Mme la Directrice régionale de l’environnement, de l’aménagement et du logement de Normandie (DREAL), et représentant, par mandat, Madame la Directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations,
- M. Jean-Jacques QUERE, représentant M. le Directeur départemental des territoires (DDT), et représentant, par mandat, Mme le Chef de l’unité départementale de l’architecture et du patrimoine,
- M. Pascal PECHIOLO, représentant des élus des collectivités territoriales,
- M. Patrice CHALLEMELE DU ROZIER, représentant d’organisation sylvicole,
- M. Mathieu JACQUOT, représentant des personnes compétentes dans les domaines d’intervention de la formation dite « des carrières »,
- M. Nicolas DELSINNE, représentant des personnes compétentes dans les domaines d’intervention de la formation dite « des carrières »,
- pour le dossier concernant la commune de APPENAI SOUS BELLEME, M. Jean-Marc JOLY, adjoint au maire.

Étaient excusés :
- Mme Christine ROIMIER et M. Guy MONHEE, représentants M. le Président du Conseil Départemental,
- M. Guy ROMAIN, et son suppléant, M. Charles HAUTON, représentants des élus des collectivités territoriales,
- M. Marc RICHARD, et son suppléant M. Patrick HUGUIN, représentants des élus des collectivités territoriales,
- M. Olivier DUGUE et son suppléant M. Jacques AVOINE,
- M. Jean-Luc DELAUNAY, représentant d’organisation agricole,

Assistaient également à la réunion :
- M. Raymond IRIART-SORHONDO, chef du bureau du contrôle de légalité,
- M. Daniel MARTIN, rapporteur, DREAL des Pays de la Loire,
- M. Daniel PHILIPPS, UDO DREAL Normandie,
Le président constate que le quorum est atteint.

1/ Projet de schéma départemental des carrières de la Sarthe- (service instructeur : DDT72)

M. MARTIN présente la révision du schéma départemental des carrières de la Sarthe, préalablement accepté par la CDNPS de la Sarthe. 
Le solide global, qui sera négatif en 2017, crée un besoin « d'importation ». 
La distance moyenne parcourue au sein du département est de 18 kms.
La profession d'exploitants de carrière est souvent méconnue dans le cadre des SCOT.

Questions / remarques des membres :
M. DELSINNE souligne l'équilibre du projet et la concertation menée. Il précise que le recyclage commence à trouver des débouchés.
M. JACQUOT souscrit à cette analyse.

VOTE :
Avis favorable à l'unanimité

2/ Sablière de la Heslière à Longny les Villages (Longny au Perche et Moulicent) - (service instructeur : UDO DREAL 61)

A l'issue de sa présentation du dossier relatif à la demande des modifications des conditions d'exploitation et l'actualisation du classement des rubriques encadrant les activités de la Sablière de la Heslière, le service instructeur propose un avis favorable au projet d'arrêté présenté.

Entrée de M. Jean-Pierre MOTTIN, directeur technique à la Sablière de la Heslière

Le pétitionnaire précise que le projet consiste en un léger agrandissement à l'intérieur du périmètre, sur une parcelle qui n'avait pas été incluse en 2009 car l'étude de stabilité n'avait pas été réalisée.
Après réalisation d'une étude, ERDF a donné son accord pour un rapprochement vers ce pylône, ce qui permettra une extraction mieux organisée. Il ajoute que cela ne modifie pas le périmètre, ni les volumes annuels, ni la durée.

M. JACQUOT confirme que les effets de la modification sont non substantiels.
M. MOTTIN indique que, depuis environ 2 ans, l'exploitation est en-dessous des 200 000 tonnes moyens autorisés. Du fait de la conjoncture, les volumes ont diminué, selon les années entre 15 et 30 %, mais en terme d'effectif et d'équipement pas de modification.

Sortie de M. MOTTIN

VOTE :
Avis favorable à l'unanimité

3/ Carrière du Petit Moulon à Appenai sous Bélême - (service instructeur : UDO DREAL 61)

Après la présentation du dossier relatif au renouvellement de l'autorisation d'exploiter, de l'extension de la surface et de la modification des conditions d'exploitation, le service instructeur propose un avis favorable à ce projet d'arrêté, sous réserve du respect de l'arrêté préfectoral (AP) de prescriptions par le pétitionnaire.

Questions / remarques des membres :
M. JOLLY souhaite que les haies préconisées sur le méron soient de hauteur adaptée et ne soit pas de jeunes pousses de 40 cm lors de leur plantation. Il indique également que l'exploitation se rapproche de plus en plus des maisons.
M. DALANSON rappelle que des niveaux limites de bruits sont précisés, et que ces maisons indiquées par M. JOLLY sont proches de l'exploitation actuelle, mais pas de l'extension. Il ajoute que la capacité actuelle de 10 000 tonnes est maintenue, notamment du fait de la voirie d'accès inadaptée.
Cependant, M. JOLLY précise que le PLUi en cours de révision prévoit une zone constructible de 3 pavillons à proximité, et ajoute que depuis 2010, il n'y avait plus d'activité sur ce site.
M. DALANSON indique que l'exploitant, qui était toujours autorisé à exploiter pendant cette période, a effectué différentes études, notamment une étude « faune et flore » qui nécessitait plus d'une année de recul afin d'apprécier les éventuels impacts que pourrait occasionner l'extension.
M. JOLY s’inquiète que plus personne ne vienne s’installer sur APPENAI compte tenu de cette extension.

Afin de recueillir les échanges, le président rappelle le rôle de la CDNPS qui doit émettre un avis sur un projet d’arrêté, qui doit tenir compte de la réglementation en vigueur, et apprécier la procédure d’instruction menée, mais qu’en aucun cas cette commission ne peut statuer en opportunité.

M. DALANSON considère que les craintes émises par M. JOLY, et par les personnes qui se sont exprimées lors de l’enquête publique, sont tout à fait justifiées mais souligne qu’elles ont fait l’objet d’une analyse attentive de la part des services de l’État. Ainsi, elles sont assorties de prescriptions de façon à réduire le plus possible les nuisances et contraintes occasionnées sur l’environnement et sur les riverains, notamment en matière de bruit, de retombées de poussières, du caractère inadapté de la RD385, et de dates d’opération (exemple : hors vacances scolaires).

À la crainte qu’émet M. JOLY concernant l’éventualité d’une vente de l’exploitation à M. PIGEON qui possède les terrains voisins, M. DELSINNE répond que cet AP est plus contraignant que l’AP initial. Et M. DALANSON souligne que les prescriptions prévues dans ces arrêtés visent l’exploitation et s’imposent à l’exploitant quel qu’il soit. En outre, M. JACQUOT rappelle que s’il devait y avoir une nouvelle extension, la demande de modification de volume et de surface nécessiterait un nouveau dossier avec une nouvelle étude d’impact, une nouvelle enquête publique.

En outre, M. DALANSON souligne qu’il s’agit d’une des plus petites carrières du département avec 10 000 tonnes par an, et que même avec 30 000 tonnes ce serait le cas.

M. JOLY rappelle qu’au départ, il y avait 14 camions en rotation par jour. Il s’insurge qu’il puisse y avoir des pics journaliers de 30 camions. En outre, il note que cette exploitation ne générera pas d’emploi sur la commune. Cependant, M. DELSINNE et M. JACQUOT répondent qu’au vu de la configuration économique actuelle cela permettra avant tout de préserver des emplois.

**Entrée de M. TRIFAULT, pétitionnaire**

A la question :
- de M. PECCHIOLI, concernant la rentabilité des 10 000 tonnes, M. TRIFAULT indique qu’il s’agit de matériaux nécessaires à des chantiers locaux,
- de M. DALANSON : qu’un courrier a été envoyé au Conseil Départemental pour la réfection de la voirie pour lequel il attend la réponse,
- de M. JOLY : que la société Triffaut TP financera l’élargissement de la route RD385. À ce propos, M. DALANSON indique au pétitionnaire qu’une prescription est inscrite dans l’AP indiquant que tant que la voirie n’est pas élargie, la production ne peut passer à 30 000 tonnes par an, mais qu’elle est limitée à celle autorisée en 1985, soit à 10 000 tonnes.

Aux questions sur les dispositions prévues par l’exploitant concernant le bruit, il répond que :
- des mérinos seront mis en place et que des haies seront plantées d’espèces locales, sur toute la périphérie du site,
- comme prévu dans l’AP des contrôles de niveaux sonores seront effectués en période de campagne et en limite de site et aux habitations les plus proches,
- une station supplémentaire a été ajoutée au nord du bourg afin d’anticiper le rapprochement des activités en phase 3,
- en outre, le pétitionnaire indique que la simulation montre que l’exploitation sera nettement en dessous de la valeur réglementaire.

M. DELSINNE souligne que la communication avec les riverains est fondamentale.

**Sortie de M. TRIFAULT**

**VOTE** :
Défavorable : 1 (M. JOLY)
Abstention : 1 (M. PECCHIOLI)
Avis favorable

Le président remercie les membres et lève la séance à 16h30.

Le président,

Patrick VENANT